

**N° 5270<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

---

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(30.3.2004)

Le projet de loi susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 31 décembre 2003.

Le projet, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, était accompagné d'un exposé des motifs et du texte de l'Accord à approuver.

L'article unique porte sur l'application de l'Accord mentionné dans l'intitulé du projet de loi sous avis.

Cet accord a pour objet d'approfondir les relations bilatérales entre les deux pays qui ont été amorcées en 1987 avec l'établissement d'une représentation turque au plus haut niveau diplomatique au Luxembourg. L'accord sous avis concerne plus particulièrement les domaines de l'éducation, de la culture, des sciences, des médias, de la jeunesse et des sports.

Cet accord revêt une importance certaine dans la mesure où la Turquie aspire à rejoindre l'Union européenne en s'engageant préalablement sur le chemin de la démocratie, des droits de l'homme, du développement économique et de la cohésion sociale.

L'Accord entend établir des rapports dans le domaine de la culture et des arts, de l'éducation et des sciences. Ainsi, des programmes d'échanges de toutes sortes sont prévus pour faciliter les contacts entre les ressortissants des deux pays et encourager les actions de formation et de perfectionnement. Dans ce contexte, la formation et l'éducation de la jeunesse se voient accorder un rôle important. Il en est de même des activités sportives à organiser entre les deux pays.

Une commission mixte est créée pour réaliser les objectifs définis par l'Accord. Elle se réunira à la demande de l'une des Parties contractantes et conseillera les deux Gouvernements quant à l'application, voire au perfectionnement des engagements souscrits. L'Accord est conclu pour une période de cinq ans et il peut être prorogé par tacite reconduction.

Compte tenu de l'héritage culturel millénaire de la Turquie et d'une association s'activant pour la connaissance de l'œuvre de Michel Lucius, géologue luxembourgeois ayant travaillé en Turquie, cette coopération culturelle avec la République de Turquie ne peut être que bénéfique. Cet accord constitue un maillon du réseau de coopération culturelle préconisée ou déjà réalisée par le Gouvernement avec d'autres pays extra-communautaires riverains de la Méditerranée (p. ex. Chypre, Israël).

Le Conseil d'Etat approuve le projet de loi sous avis, dont il conviendrait cependant de redresser tant l'intitulé que l'article unique en insérant une virgule entre les termes „mass médias“ et ceux de „de la jeunesse“, omission matérielle non reprise par le document parlementaire relatif audit projet.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 30 mars 2004.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES